

Communiqué de presse

Bruxelles, le 19 juin 2024

Efforts budgétaires : Les gens avant les chiffres

La Commission européenne vient d'annoncer ses recommandations pour les deux prochaines années et, dans les prochains jours, elle précisera l'exercice budgétaire qu'elle attend de la Belgique dans les années à venir afin qu'elle se conforme aux nouvelles règles européennes. Règles qui ont été rendues inutilement strictes. Il convient maintenant de ne pas céder aux discours alarmistes qui nous poussent vers l'austérité pure et dure. Tout miser sur la réduction des dépenses serait une grave erreur. Il faut impérativement répartir les efforts. Et donc, augmenter les recettes.

La population a déjà payé les crises. Pour la FGTB, il y a des lignes rouges à ne pas franchir. Concrètement :

- Ne **pas affaiblir la Sécurité sociale**, car c'est un pilier de notre développement et nous ne dépensons pas plus que nos voisins. La dotation d'équilibre de la sécurité sociale et la norme de croissance des soins de santé doivent rester garanties.
- Ne **pas limiter dans le temps ni réduire les allocations sociales**, ce serait contraire au caractère assurantiel de la sécurité sociale et nos minima sont déjà inférieurs au seuil de pauvreté. Toute limitation dans le temps des allocations sociales serait inacceptable et nous demandons le maintien de la liaison au Bien-Etre des allocations sociales pour faire face au coût de la vie.
- Ne **pas diminuer le pouvoir d'achat**, essentiel pour stimuler la croissance. Ne pas manipuler le **mécanisme d'indexation automatique** des salaires et des allocations. Et ne pas, non plus, sabrer dans **les services publics**, car il y a justement un grand besoin de services de proximité.

Nous prônons la fiscalité plutôt que l'austérité. Augmenter les recettes de l'État ne doit plus être un tabou, mais une solution mesurée. Concrètement :

- **Faire contribuer tous les revenus** et donc introduire un impôt sur la fortune et un impôt sur les plus-values. La Belgique est d'ailleurs le seul pays à ne pas avoir d'impôt sur les plus-values des particuliers.
- **Soumettre tous les bénéficiaires des entreprises à un impôt de 25 %** et les superprofits à un taux plus élevé.
- **Examiner les subventions aux entreprises**. Notre pays est champion dans ce domaine et les entreprises paient, au total, moins d'impôts sur les bénéfices qu'elles ne reçoivent de subventions. Supprimer progressivement les subventions aux énergies fossiles
- **Réformer les réductions de cotisations sociales** et limiter les réductions de cotisations pour les premières embauches. Augmenter les cotisations des indépendants, maintenant que le calcul des pensions des salariés et des indépendants a été égalisé.
- **S'attaquer à la fraude fiscale** en renforçant les moyens de l'administration des Finances.

Le changement climatique, le vieillissement de la population et les évolutions technologiques exigent des investissements publics importants. Les retarder ne fera qu'augmenter les coûts. Le déficit budgétaire de la Belgique est un défi complexe mais pas insurmontable. Il nécessite une approche équilibrée et solidaire. En répartissant équitablement les charges et en investissant dans l'avenir, nous pouvons garantir des finances publiques saines sur le long terme et qui répondent aux besoins de la société. **La FGTB préconise l'élaboration d'un budget qui place la population, et pas seulement les chiffres, au centre de ses préoccupations.**